

UGECAM PACA CORSE

42 boulevard de la Gaye 13009 Marseille

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Appel d'offres*

Prestations de transport de patient à la charge des établissements sanitaires de l'UGECAM PACA Corse

Marché n° 2023.55

Prestations de transports de patients à la charge des établissements sanitaires de
l'UGECAM PACA Corse



Référence : marché n°2023.55

* Etabli en application du Code de la Commande Publique et selon les termes de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

PREAMBULE – PRESENTATION DE L'ORGANISME.....	4
1.1 Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur	4
1.2 Une mission de service public	4
1.3 Les publics accueillis	5
1.4 Un groupe engagé dans une démarche RSO	5
Article 1 – OBJET DU MARCHE	7
1-1-Objet et procédure	7
1-2-Décomposition du marché	7
1-3-Durée du marché et modalités de reconduction	8
1-4- Indication des montants/ quantités	8
1-5-Variantes	9
1-6- Options – Prestations Supplémentaires Eventuelles	9
1-7-Sous-traitance	10
1-8- Entreprises groupées	10
Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	10
2.1 Pièces particulières	10
2.2 Pièces générales	11
2.3 Pièces à remettre au titulaire - Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales.....	11
2.4 Dispositif de vigilance (article D 8222-5 du code du travail)	11
Article 3 - DELAIS D'EXECUTION	12
3-1-Délais d'exécution du marché	12
3-2-Délais d'exécution des bons de commande.....	12
3-3 Prolongation du délai d'exécution	12
Article 4 – CORRESPONDANTS DE L'UGECAM PACA CORSE.....	13
4.1 Services administratifs	13
4.2 Service utilisateurs	14
Article 5 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	15
5-1-Conditions d'exécution des prestations	15
5.2 Désignation d'un référent.....	15
5.3 Identification du personnel	15
5.4 Mise à disposition partiel d'un local au Titulaire du marché	16
5.5 Respect des consignes.....	16
5.6 Obligation de résultat	16
5.7 Passation de commande	17
5.8 Modalités de livraison	17
5.9 Reprise et échange de produits livrés	17
5.10 Clause limitative d'exclusivité pour les achats de faible montant	17
5.11 Clause limitative suite à défaut d'exécution.....	17
Article 6 – REUNIONS AU COURS DE L'EXECUTION	17
6.1 Réunion de « lancement du marché »	18
6.2 Réunion de « synthèse de démarrage »	18
6.3 Réunion de « suivi d'exécution »	19
6.4 Procès-verbal de réunion	19
Article 7 – CONTROLES DES PRESTATIONS	19
7.1 Contrôle d'exécution du service.....	19
7.1 Contrôle d'exécution du service.....	19
Article 8 - GARANTIE	20
Article 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	20
9-1-Répartition des paiements	20

9-2-Contenu des prix	20
9-3-Modalités de variation des prix.....	21
Article 10 - AVANCE	22
Article 11 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	22
Article 12 – ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS.....	22
Article 13 – PAIEMENT & ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	23
13-1-Mode de règlement	23
13-2-Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro	23
13-3-Format des demandes de paiement	25
13-4-Intérêts moratoires.....	25
Article 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	26
Article 15 – PENALITES.....	26
Article 16– COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS.....	28
Article 17 – RESILIATION	29
Article 18 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	29
Article 19- CONFIDENTIALITE	30
22-1-Confidentialité des échanges dans le cadre du marché	30
22-2-Confidentialité des données.....	31
Article 23 - ASSURANCES.....	31
Article 24 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	31
Article 25 – EVALUATION DE LA PRESTATION.....	33
Article 26 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A UNE SITUATION SANITAIRE GRAVE*	33
Article 27 – DEROGATIONS	34

PREAMBULE – PRESENTATION DE L'ORGANISME

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'**Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie** est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le **GROUPE UGECAM** compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Ses missions se résument en 3 points :

- **Soigner, rééduquer** : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- **Réinsérer** : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).
- **Accompagner au quotidien** : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

1.1 Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur

L'**UGECAM PACA-CORSE** se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources. Répartis sur les départements des Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Var et Vaucluse, les établissements comptent environ 1740 salariés, 2300 usagers et 1556 lits.

Deuxième poste de dépense des établissements après celui de la masse salariale, les achats sont centralisés au siège social, avec trois objectifs principaux; redonner une marge de manœuvre financière aux établissements, garantir la satisfaction des clients internes et la bonne prise en charge des résidents et patients en respectant la réglementation encadrant les marchés publics. La cellule achats-marchés pilote l'ensemble du processus achat pour respecter ces objectifs.

1.2 Une mission de service public

Organisme privé à but non lucratif, le GROUPE UGECAM assure une mission de service public bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.

- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : le GROUPE UGECAM prend en charge ses patients, sans considération sociale, familiale ou financière. Il veille à maintenir l'égalité d'accès à tous.
- Des soins conventionnés : les soins sont pratiqués sans dépassement d'honoraires.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, le GROUPE UGECAM se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper leurs besoins.
- Une prise en charge personnalisée : le GROUPE UGECAM axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et de l'action sociale, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels...

1.3 Les publics accueillis

- **Enfants et adolescents:** l'UGECAM PACA Corse réunit, autour de l'enfance et de l'adolescence, une expertise à la fois médicale, psychologique, éducative et sociale ;
 - ⇒ Troubles du comportement : les enfants souffrent de troubles du développement, du comportement ou de déficiences intellectuelles diverses comme le trouble du spectre autistique. Ils ont donc besoin de prises en charges spécifiques.
 - ⇒ Polyhandicaps : les enfants et adolescents présentent une déficience mentale et motrice sévère qui limitent leur autonomie dans la vie quotidienne.
- **Adultes**

Les établissements de l'UGECAM PACA-Corse accueillent des adultes, sans distinction d'âge ou de sexe et nécessitant des soins de rééducation et/ou de réadaptation, de formation avant leur retour dans leur lieu de vie habituel ou / professionnel.

- **Personnes âgées dépendantes**

Le Centre Médical Le Cousson (Digne) propose une Unité Cognitivo-Comportementale dont l'objectif est d'accueillir les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de pathologies approchantes. La mission première de cette unité qui couvre les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes, est d'effectuer une rééducation cognitive afin de stabiliser voire réduire les troubles du comportement après une crise.

Grâce à un programme individualisé, l'équipe pluridisciplinaire propose une prise en charge adaptée et évalue la faisabilité des différentes solutions envisagées après la sortie.

- **Personnes handicapées en reconversion professionnelle**

L'UGECAM PACA Corse est un acteur reconnu du reclassement social et professionnel des travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi ou en reconversion professionnelle.

Les établissements sur Briançon et la Gaude, connus et reconnus, accueillent des demandeurs d'emploi handicapés jeunes et adultes, afin de leur offrir des solutions aux problématiques d'orientation, de formation, d'insertion et d'accompagnement à l'emploi.

1.4 Un groupe engagé dans une démarche RSO

Depuis 2021, le nouveau référentiel RSO de l'Assurance maladie engage une démarche d'amélioration continue. Il fixe des engagements et des objectifs, fondés sur les ODD (Objectifs de Développement Durable) de l'Organisation des Nations-Unies et sur la norme internationale ISO 26000 (référentiel de lignes directrices définissant comment les organisations peuvent et doivent contribuer au développement durable), reconnus par tous les organismes et entreprises engagés.

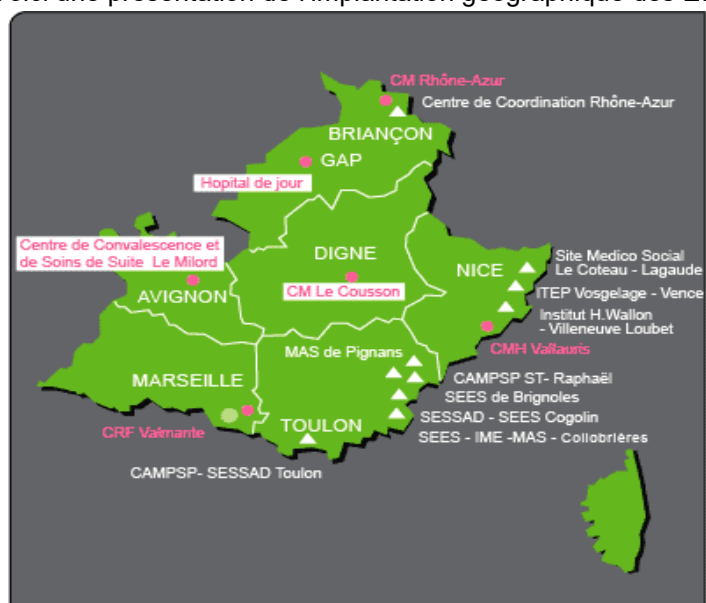
Le référentiel RSO de l'Assurance Maladie met en œuvre cinq engagements qui constituent le plan du rapport :

- 1) Renforcer la gouvernance responsable
- 2) Porter notre responsabilité sociale interne
- 3) Réduire notre impact environnemental
- 4) Intégrer la RSO dans la stratégie et le processus achat
- 5) Développer notre implication sociétale dans les territoires

En conséquence, les actions prévues de l'UGECAM PACA et Corse sont insérées dans chaque engagement.

Le groupe souhaite être un leader parmi les UGECAM dans chacun de ses engagements et la politique d'achat doit répondre à cette volonté comme l'indique le quatrième engagement du référentiel de l'Assurance maladie.

Voici une présentation de l'implantation géographique des Etablissements :



Article 1 – OBJET DU MARCHÉ

1-1-Objet et procédure

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Marché n°2023.55 – Prestations de transports de patients à la charge des établissements sanitaires de l'UGECAM PACA Corse

La consultation est passée selon :

- la procédure d'Appel d'offres ouvert européen en application de l'article L 2124-1 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique ;
- les dispositions relatives à l'accord cadre, régi par les articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire.

La liste des prestations, objets du présent marché, figure dans le Bordereau des prix Unitaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire, dans le cadre du marché prestations de même nature, similaires ou associés et faisant l'objet d'une remise consentie sur le tarif de l'année du titulaire.

Les prix appliqués au bordereau de prix sont contractuels et fermes la première année.

La description des fournitures et/ou prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1-2-Décomposition du marché

Le Marché est décomposé en 6 lots

N° de lot	Intitulé	Sites concernés
1	Transports sanitaires à la charge des établissements des Bouches du Rhône Prestations ambulances ou transports assis professionnalisés ou transports de personnes à mobilité réduite pour consultations ou hospitalisations	IUR Valmante Sud 42 Boulevard de la gaye 13009 Marseille CSSR Valmante Hôpital Européen 3 Rue Melchior Guinot 13001 Marseille
2	Transports sanitaires à la charge de l'établissement du Vaucluse Prestations ambulances ou transports assis professionnalisés ou transports de personnes à mobilité réduite pour consultations ou hospitalisations	CSSR Le Mylord 30 Rond-point de l'amitié 84200 Carpentras
3	Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Alpes de Haute Provence Prestations ambulances ou transports assis professionnalisés ou transports de personnes à mobilité réduite pour consultations ou hospitalisations	CSSR Le Cousson Route de Nice 04000 Digne
4	Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Alpes Maritimes Prestations ambulances ou transports assis professionnalisés ou transports de personnes à mobilité réduite pour consultations ou hospitalisations	Centre Hélio Marin 1090 Voie Julia 06220 Vallauris
5	Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Hautes Alpes CMRA Briançon Prestations ambulances ou transports assis	Centre médical Rhône Azur 2 avenue Adrien Daurelle 05100 BRIANCON

	professionnalisés ou transports de personnes à mobilité réduite pour consultations ou hospitalisations	
6	Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Hautes Alpes CMRA Gap Prestations ambulances ou transports assis professionnalisés ou transports de personnes à mobilité réduite pour consultations ou hospitalisations	Centre médical Rhône Azur Chemin des peupliers Lieux dit les Aurouzes 05 000 GAP

1-3-Durée du marché et modalités de reconduction

Le marché prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2024 pour une période de un (1) an à l'issue de laquelle il sera renouvelé par période identique par tacite reconduction 3 fois, par la Personne Publique. En cas de non reconduction, le titulaire sera prévenu dans un délai de 3 mois avant la fin du marché.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction de l'accord-cadre.

La reconduction est obligatoirement expresse et ne saurait permettre de modifier les conditions et stipulations de l'accord-cadre signé.

1-4- Indication des montants/ quantités

Le marché est un marché à prix unitaires.

Le marché est à bons de commande sans minimum mais avec un maximum sur la durée totale du marché.

En application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique, le marché est à bons de commande sans minimum et avec un maximum pour tous les lots sur la durée totale du marché comme suit :

LOTS	MONTANT MINIMUM DE COMMANDES ANNUEL	MONTANT MAXIMUM DE COMMANDES ANNUEL
LOT 1 : Transports sanitaires à la charge des établissements des Bouches du Rhône	<i>Sans minimum</i>	155 000 HT
LOT 2 : Transports sanitaires à la charge de l'établissement du Vaucluse	<i>Sans minimum</i>	40 000 HT
LOT 3 : Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Alpes de Haute Provence	<i>Sans minimum</i>	75 000 HT
LOT 4 : Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Alpes Maritimes	<i>Sans minimum</i>	220 000 HT

LOT 5 : Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Hautes Alpes CMRA Briançon	<i>Sans minimum</i>	120 000 HT
LOT 6 : Transports sanitaires à la charge de l'établissement des Hautes Alpes CMRA Gap	<i>Sans minimum</i>	55 000 HT

Le montant minimum correspond à l'engagement de l'acheteur d'effectuer des commandes à concurrence de ce montant.

Le montant maximum correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'acheteur à concurrence de ce montant.

En cas d'atteinte du montant maximum par période : le marché pourra être reconduit par anticipation, ce qui pourra entraîner une diminution de la durée totale du marché.

Les deux parties devront déterminer le point de départ de la période de reconduction. L'acheteur s'engage à informer le titulaire de la survenance de la reconduction, dès atteinte du montant maximum.

1-5-Variantes

Au regard des articles R2151-8 à R2151-11 du Code de la Commande Publique :

Les variantes ne sont pas autorisées.

1-6- Options – Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur (article 23.1 du CCAG FCS).

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives (article 23.2 du CCAG FCS).

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par l'acheteur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, l'acheteur règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque l'acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent (article 23.3 du CCAG FCS).

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service lorsque ce dernier n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière (article 23.4 du CCAG FCS).

1-7-Sous-traitance

Seuls, les marchés publics de travaux, de services ou les marchés industriels peuvent être partiellement sous-traités. Ne peuvent être sous-traités que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures (article 3.6 du CCAG FCS).

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies par les articles L 2193-1 à 14 et R 2193-1 à 41 du Code de la Commande Publique, qui régissent les dispositions relatives à la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 e) du CCAG FCS).

1-8- Entreprises groupées

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs. En l'absence de désignation d'un remplaçant au mandataire défaillant par les autres membres du groupe, sous un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant dont la part financière des prestations restant à exécuter est la plus importante devient le nouveau mandataire (article 3.5.4 du CCAG FCS).

Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels comprenant des pièces générales et des pièces particulières énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et les deux Bordereaux de prix unitaires pour chacun des 6 lots ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.);
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre du prestataire pour chacun des lots (notamment, mais non limitativement le mémoire technique du candidat).
- Le catalogue public du titulaire, catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle
- Les bons de commande

- Les Pv de réunions

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'administration font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.
- Les réglementations et normes homologuées en vigueur

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

2.3 Pièces à remettre au titulaire - Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché comprend les pièces :

- acte d'engagement,
- le bordereau des prix unitaires ou la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

Conformément à l'article R 2191-46 du Code de la Commande Publique, l'acheteur remet au titulaire à **sa demande** soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances devra être adressée au service des marchés publics de l'Ugecam Paca Corse :

Service des marchés publics

IUR Valmante – BP 83

42 boulevard de la Gaye

13275 Marseille cedex 9

@ : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

2.4 Dispositif de vigilance (article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

La plateforme précitée pourra être modifiée à tout moment par l'acheteur, et il pourra être demandé au titulaire d'envoyer ses attestations sur un autre support ou une autre adresse courriel.

Article 3 - DELAIS D'EXECUTION

3-1-Délais d'exécution du marché

- Délais d'exécution du marché :

Telle que précisé par l'article 1.3 du présent CCAP, Ce marché prendra effet au 1^{er} janvier 2024.

3-2-Délais d'exécution des bons de commande

- Délais d'exécution du bon de commande : part de sa date de notification, sauf mention spéciale, laquelle dérogera à l'article 13.1.2 du CCAG FCS.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par bons de commande

La personne habilitée à signer les bons de commande est : Le Directeur de l'établissement ou son délégataire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 24 heures ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

L'exécution des bons de commande ne pourra excéder 6 mois après la date de fin du marché.

3.3 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel (article 13.3.1 du CCAG FCS).

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée (article 13.3.2 du CCAG FCS).

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai (article 13.3.3 du CCAG FCS).

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation (article 13.3.4 du CCAG FCS).

Article 4 – CORRESPONDANTS DE l'UGECAM PACA CORSE

4.1 Services administratifs

SERVICE DES MARCHES PUBLICS			
Adresse Service Marchés Publics		IUR Valmante – BP 83 42 boulevard de la Gaye 13275 Marseille cedex 9 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr	
Secrétariat Service Marchés Publics		Téléphone : 04 88 22 86 37 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr	
Acheteur Public régional		Téléphone : 04 88 22 86 38 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr	
SERVICES DES ACHATS			
P R O V E N C E	IUR Valmante 42 Boulevard de la Gaye BP83 13275 Marseille cedex 9 CSSR Le Mylord Pôle de Santé de Carpentras 30 Rond Point de l'amitié 84200 CARPENTRAS CENTRE MEDICAL « Le Cousson » Route de Nice 04 000 DIGNE LES BAINS	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. TOUITOU Lionel Gestionnaire des Achats Tél : 04 88 22 86 71 lionel.touitou@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> M. MELKA Nathaniel Technicien acheteur Tél : 04 88 22 86 59 nathaniel.melka@ugecam.assurance-maladie.fr
V A R	CENTRE JEAN ITARD Quartier « La Rode » 83 610 COLLOBRIERES	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. RASCAO Serge Gestionnaire des Achats Tél : 04 94 13 55 66 serge.rascao@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> Mme ARIZZI Floriane Technicien acheteur Tél : 04 94 13 55 53
A L P E S M A R	CENTRE HELIO MARIN de Vallauris 1090 voie Julia - B P. 169 06 220 VALLAURIS CENTRE HENRI WALLON Chemin des hautes ginestières 06 270 VILLENEUVE LOUBET ITEP VOSGELADE 1028, chemin de vosgelade	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. BERNABEU Joseph Gestionnaire des Achats Tél : 04 92 02 53 45 joseph.bernabeu@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> Mme POLGE Anais Technicien acheteur Tél : 04 92 02 53 21 anais.polge@ugecam.assurance-maladie.fr

I T I M E S	06 140 VENCE CRP LE COTEAU RD 118 lieu dit « le plan du bois » Route de Saint Laurent 06 610 LA GAUDE		
A L P E S	CENTRE DE COORDINATION RHONE AZUR 2 avenue Georges Pompidou 05 100 BRIANCON CENTRE MEDICAL RHONE AZUR Chemin des peupliers Lieux dit les Aurouzes 05 000 GAP CENTRE MEDICAL RHONE AZUR 2 Avenue Adrien Daurelle, 05100 Briançon	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. GUILLOT Serge Gestionnaire des Achats Tel : 04 920 02 53 47 serge.guillot@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> Mme BOUNOUS Technicien acheteur tel : 04 86 99 11 85 elyne.bounous@ugecam.assurance-maladie.fr
SERVICES DE L'ORDONNANCEMENT DES FACTURES			
Adeline DEROEUX Assistante Ordonnancement Téléphone : 04 92 02 53 25			
SERVICE COMPTABILITE			
Christelle PRUVOST Téléphone : 04 92 02 53 31 Mail : christelle.pruvost@ugecam.assurance-maladie.fr			

4.2 Service utilisateurs

Lot 1 – transports sanitaires à la charge des établissements des Bouches du Rhône	Responsable de service Madame LAGO Andine Tél : 04 88 22 86 91 Mail : andine.lago@ugecam-pacac.cnamts.fr
Lot 2 – transports sanitaires à la charge des établissements du Vaucluse	Responsable d'unité Madame BAL Christine Tél : 04 88 22 86 92 Mail : christine.bal@ugecam-pacac.cnamts.fr
Lot 3 – transports sanitaires à la charge des établissements des Alpes de Haute Provence	Responsable service pré admission – Admission - Facturation Madame GUIGOU Martine Tél : 04 92 30 82 08 Mail : martine.guigou@ugecam.assurance-maladie.fr

Lot 4 – transports sanitaires à la charge des établissements des Alpes maritimes	Responsable hôtelier Monsieur TIXERONT Guy Tél : 04 92 95 30 63 – 06 01 48 61 01 Mail : guy.tixeront@ugecam.assurance-maladie.fr
Lot 5 – transports sanitaires à la charge des établissements Rhône Azur Briançon	Responsable logistique Madame MARIE Lauriane Tel : 04 86 99 12 26 Mail : lauriane.marie@ugecam.assurance-maladie.fr
Lot 6 – transports sanitaires à la charge des établissements Rhône Azur Gap	Directrice des soins Madame LEFEBVRE Valérie Tél : 04 92 40 02 38 Mail : valerie.lefebvre@assurance-maladie.fr

Article 5 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5-1-Conditions d'exécution des prestations

Une attention toute particulière devra être portée par le Titulaire sur le respect des délais d'exécution stipulés dans le C.C.T.P.

Le titulaire du marché s'engage également à informer sans délai l'établissement de toutes les modifications affectant l'agrément qui lui a été délivré par l'agence régionale de santé (retrait, mesure de suspension, avertissement, etc.) ou, s'agissant des entreprises de taxis, affectant la convention les liant aux caisses primaires.

Sont notamment visés les sanctions administratives limitant ou interdisant l'exercice professionnel.

Attention : les Etablissements suivants sont ouverts 210 jours par an :

Dans le VAR :

SEES et SESSAD LA BASTIDE COGOLIN

CAMPS SAINT RAPHAEL

SEES LE CIGALON BRIGNOLES

SESSAD LES PIERIDES et SEES LES FARFADETS LA VALETTE

CAMSP TOULON

Dans les ALPES MARITIMES:

VOSGE LADE

LA GAUDE

HENRI WALLON

5.2 Désignation d'un référent

L'entreprise titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de la Personne Publique pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Son identité sera communiquée à l'acheteur et tout changement sera également immédiatement communiqué à l'acheteur.

5.3 Identification du personnel

Le Titulaire précisera à l'établissement, dans le cadre de sa soumission, la qualification professionnelle des différents personnels intervenant dans le cadre du marché.

Les personnels pressentis, tels qu'indiqués dans le mémoire technique, devront être ceux présents effectivement lors de la réalisation des prestations.

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer les prestations, prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir l'acheteur dès que possible. Il est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires, et de transmettre le CV du personnel remplaçant.

Les personnels du titulaire intervenant sur les sites seront porteurs d'une carte professionnelle.

5.4 Mise à disposition partiel d'un local au Titulaire du marché

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

5.5 Respect des consignes

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation du travail du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc...) de ses personnels. Est désigné par personnels du Titulaire, dans cet article, l'ensemble des personnels relevant du titulaire au titre du présent contrat, qu'il s'agisse de son personnel ou de celui de ses co-traitants et/ou de ses sous-traitants.

Le Titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement telles que ce dernier les aura définies.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre aux bâtiments et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du Titulaire doivent, dans les locaux de l'établissement, porter en permanence et de façon très lisible sur leur vêtement de travail, le nom du Titulaire, ou tout autre signe distinct qui sera soumis à l'accord préalable de l'établissement. Des consignes de circulation seront édictées par l'établissement désigné.

Le titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans les locaux. Il établira des consignes précises à leur intention ; ces consignes seront communiquées à l'établissement avant leur diffusion aux personnels concernés.

5.6 Obligation de résultat

Le présent Marché impose au titulaire, des obligations de résultats et des obligations de moyens. Les obligations de moyens sont caractérisées par les stipulations des pièces particulières du marché, et complétées par l'offre du candidat.

La garantie de résultat porte sur :

- Garantir la continuité de service,

- Garantir la sécurité des personnes et des biens,
- **Réactivité et Respect des délais d'interventions**

5.7 Passation de commande

Les fournitures et/ou prestations sont commandées par bons de commande signés par le Directeur général ou son représentant. Les bons de commande indiquent la référence du marché, la désignation des fournitures et/ou prestations, la quantité commandée et le prix correspondant. Ils sont signés électroniquement et envoyés par voie courriel (électronique). Le titulaire est dans l'obligation de transmettre aux services de l'Ugecam Paca Corse une adresse courriel valable et unique, pour réception des bons de commande.

Préalablement à l'établissement d'une commande, le Service Utilisateur pourra prendre rendez-vous, s'il le juge nécessaire, avec le titulaire du marché afin de déterminer la nature, la quantité, et les dispositions relatives à la livraison et/ou l'installation.

Dans le cas où un devis est demandé par le Service Utilisateur, préalablement à l'établissement d'une commande, celui-ci doit être fourni par le titulaire dans un **délai maximal de 48 heures suivant la demande**.

5.8 Modalités de livraison

Sans objet.

5.9 Reprise et échange de produits livrés

Sans objet.

5.10 Clause limitative d'exclusivité pour les achats de faible montant

Pour des besoins occasionnels de faible montant l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 Euros HT.

Nota : le recours à cette possibilité ne dispense pas l'acheteur de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

5.11 Clause limitative suite à défaut d'exécution

L'Ugecam Paca Corse peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public en cas d'inexécution par le titulaire d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou d'une absence de réponse de la part du titulaire (après une relance écrite de l'acheteur (article 45.1 du CCAG FCS).

Dans le cadre de l'exécution au frais et risques, et en cas de différence de prix au détriment de l'Ugecam Paca Corse, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (45.4 du CCAG FCS).

Article 6 – REUNIONS AU COURS DE L'EXECUTION

6.1 Réunion de « lancement du marché »

Dès notification du marché, une **réunion de lancement du marché sera organisée** avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin d'ajuster le planning de réalisation, la liste des contacts pour chacune des parties, et plus généralement toutes les informations disponibles pour la réalisation des prestations. Les consignes particulières d'exécution, dans l'Etablissement, en matière de sécurité et d'accès aux locaux lui seront si possible remises lors de cette réunion de lancement.

Le délai écoulé entre la notification et la réunion de lancement ne dispense pas du démarrage des prestations.

Il est précisé que cette première réunion de lancement sera programmée à l'initiative du prestataire, dès réception de la notification.

Coordonnées des référents sur site (techniques et gestionnaires achat):

Lot 1 – transports sanitaires à la charge des établissements des Bouches du Rhône	Responsable de service Madame LAGO Andine Tél : 04 88 22 86 91 Mail : andine.lago@ugecam-pacac.cnamts.fr
Lot 2 – transports sanitaires à la charge des établissements du Vaucluse	Responsable d'unité Madame BAL Christine Tél : 04 88 22 86 92 Mail : christine.bal@ugecam-pacac.cnamts.fr
Lot 3 – transports sanitaires à la charge des établissements des Alpes de Haute Provence	Responsable service pré admission – Admission - Facturation Madame GUIGOU Martine Tél : 04 92 30 82 08 Mail : martine.guigou@ugecam.assurance-maladie.fr
Lot 4 – transports sanitaires à la charge des établissements des Alpes maritimes	Responsable hôtelier Monsieur TIXERONT Guy Tél : 04 92 95 30 63 – 06 01 48 61 01 Mail : guy.tixeront@ugecam.assurance-maladie.fr
Lot 5 – transports sanitaires à la charge des établissements Rhône Azur Briançon	Responsable logistique Madame MARIE Lauriane Tel : 04 86 99 12 26 Mail : lauriane.marie@ugecam.assurance-maladie.fr
Lot 6 – transports sanitaires à la charge des établissements Rhône Azur Gap	Directrice des soins Madame LEFEBVRE Valérie Tél : 04 92 40 02 38 Mail : valerie.lefebvre@assurance-maladie.fr

6.2 Réunion de « synthèse de démarrage »

Dans les 60 jours suivant la notification ou ordre de démarrage des prestations, une **réunion de synthèse de démarrage du marché** sera organisée avec le **service régional des marchés publics et le référent technique régional**, afin de procéder à un bilan du démarrage du marché, s'assurer de la bonne réalisation des prestations, et de la tenue des réunions de lancement des marchés.

Il lui est demandé de contacter l'acheteur public en charge du marché ou le Responsable du marché de transports sanitaires en local ci-dessus désigné.

Avec l'accord écrit de ce dernier, et de manière dérogatoire, la tenue de la réunion de synthèse pourra être reportée, pour être concomitante à la réunion de « suivi d'exécution ».

6.3 Réunion de « suivi d'exécution »

Dans un délai de 3 mois précédant chaque date anniversaire du marché, des **réunions de suivi d'exécution du marché** seront organisées avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin de procéder à un bilan d'exécution du marché, et s'assurer de la bonne réalisation des prestations. Sur demande de la Direction d'Etablissement, le **service régional des marchés publics sera convié à la réunion de suivi**.

Il est précisé que les réunions de suivi d'exécution seront programmées à l'initiative du prestataire.

Coordonnées des référents sur site (techniques et gestionnaires achat): comme mentionné par l'article 5.1.

Il est par ailleurs précisé que l'acheteur se réserve la possibilité d'organiser toute réunion qui lui semblerait nécessaire à la bonne exécution du marché.

6.4 Procès-verbal de réunion

Procès-verbal de réunion: un procès-verbal de réunion sera établi par le titulaire conformément au modèle transmis par l'acheteur lors de la réunion de démarrage du marché. Ce PV sera signé contradictoirement, au terme de chacune des réunions susmentionnées. Un délai de 15 jours ouvrés sera laissé aux parties pour apporter au procès-verbal toute rectification ou modification. Après écoulement de ce délai, le procès-verbal sera réputé admis par les parties et deviendra contractuel.

Article 7 – CONTROLES DES PRESTATIONS

7.1 Contrôle d'exécution du service

L'établissement de santé se réserve le droit de contrôler, à tout moment, la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire pourra faire l'objet de contrôle par les services de l'UGECAM ou d'un tiers mandaté par lui. Ce contrôle pourra porter sur le respect des engagements contractuels ou sur ses obligations légales et réglementaires.

S'il est constaté que le titulaire ne respecte pas les consignes, relatives à la prise en charge des personnes qui lui sont confiées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts exclusifs du titulaire du marché, sans indemnité.

7.1 Contrôle d'exécution du service

- **Une fiche d'incident** (annexe 1 du cahier des clauses administratives particulières - CCAP) portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les services effectuant les contrôles, sera transmise au titulaire, dès constat d'un incident.

En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de réfections et/ou de pénalités.

- Suite à un dysfonctionnement constaté par l'établissement prescripteur, celui-ci peut adresser une **fiche dite de non-conformité ou d'évènement indésirable** à laquelle le prestataire sera tenu d'apporter des éléments de réponse dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 72h suivant la transmission de la fiche.

Cette dernière pourra potentiellement prévoir des pénalités en application du CCAP du présent marché.

Article 8 - GARANTIE

Sans objet

Article 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au prestataire de services de chacun des lots et à ses sous-traitants;
- au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

9-2-Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix selon les stipulations de l'acte d'engagement et ses annexes.

Sont disponibles sur le site ameli.fr :

- La Convention nationale
- Les Avenants à la Convention nationale
- Les Tarifs conventionnels ambulances
- Les Tarifs conventionnels V.S.L
- Les Tarifs conventionnels TPMR

9.2.1 Dispositions générales

Le marché est traité à prix unitaire.

Le marché est conclu et exécuté en EUROS. Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

Base de remboursement : Concernant les ambulances, VSL et TPMR, les prix du marché sont fixés par application d'un pourcentage de remise, effectué sur les tarifs à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés et ses avenants, en vigueur à la date de signature de la publication du présent marché.

Cette remise s'applique à l'ensemble des transports et sur tous les éléments constitutifs de la tarification des transports sanitaires par ambulance, des transports sanitaires par Véhicules Sanitaires Légers (forfait, tarif kilométrique, majoration de nuit, majoration de dimanche et de jour férié, abattement transports simultanés) et des transports sanitaires de personnes à mobilité réduite (fauteuil roulant et fauteuil roulant électrique) TPMR.

Il ne pourra être procédé à aucun autre supplément (péage, ...).

Si la prescription concerne un transport en VSL et en cas d'indisponibilité de ce type de véhicule, le titulaire du marché facturera à l'établissement le prix correspondant à un VSL.

Lorsqu'un véhicule effectue un transport comportant l'aller et le retour du patient, deux prestations de transports sont facturables.

Les prix du transport (assis ou allongé) couvrent les charges suivantes :

- la mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés ;
- la fourniture et le lavage de la literie (draps, couvertures, etc.) pour le transport en ambulance, et le respect des règles d'hygiène ;
- la fourniture de l'oxygène en cas de besoin ;
- la désinfection du véhicule après chaque transport, et son nettoyage si nécessaire ;
- la prise en charge du patient au lieu de la demande par l'établissement ;
- le transport du malade jusqu'au lieu de destination indiqué lors de la demande par l'établissement ;
- le brancardage au départ et à l'arrivée du patient.

9.2.2 Cas particulier du transport simultané de plusieurs patients

En transport assis (VSL et taxis), l'établissement peut imposer le transport simultané de plusieurs patients (3 maximum) dans un même véhicule. Dans ces deux cas, il doit le préciser dans la demande de transport et y mentionner les éventuelles conditions ou exigences à respecter lors du transport groupé.

En ambulance, le transport groupé n'est possible que pour une mère et son nouveau-né, ou deux nouveau-nés de la même fratrie.

Une facture est établie pour chacun des malades, et un abattement est alors appliqué. Cet abattement s'applique à la totalité du prix de la facture par patient, y compris les éventuelles majorations ou suppléments, et à l'exclusion des droits de péage.

Les détours éventuellement faits par le transporteur lors d'un transport simultané et consécutifs à la prise en charge des patients en des points différents et quel que soit leur nombre sont pris en compte.

9-3-Modalités de variation des prix

Ces prix figurent dans l'annexe financière de chaque lot.
Le marché est traité à prix unitaires hors taxes.

Ils seront ajustables à compter du 1er jour des deuxièmes et troisièmes et quatrièmes années d'exécution.

Tous les prix unitaires seront réputés fermes pendant la première année du marché.

Ils seront ajustables à compter du 1er jour des deuxièmes et troisièmes et quatrièmes années d'exécution.

Les prix du présent marché sont fermes ajustables : ils n'évolueront que dans le cadre et les limites des textes réglementaires définissant les tarifs pratiqués par les transporteurs sanitaires privés.

Le pourcentage de remise reste quant à lui fixe pour toute la durée du marché.

Clause de réexamen pour la révision des prix (en cas d'ajustement réglementaire)

Pour répercuter de façon équitable et équilibrée les variations des prix de revient (ou prix de production), les prix du contrat varieront - à la hausse ou à la baisse - suite à leur réexamen uniquement dans le cadre réglementaire.

Dans ce cas, l'annexe financière sera adaptée en conséquence.

Remises exceptionnelles et prix promotionnel

Le titulaire s'engage à faire bénéficier au pouvoir adjudicateur des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution du prix du marché, afin que l'établissement puisse en bénéficier ipso facto.

Au cas où ces tarifs promotionnels et remises ne seraient pas communiqués au pouvoir adjudicateur

en temps voulu, et que ce dernier soit amené à en prendre connaissance, le titulaire est redevable du montant intégral des surcoûts imputables à la non-application de ces tarifs promotionnels.

Le titulaire garantit que les prix n'excèdent pas ceux du tarif qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à faire bénéficier automatiquement le pouvoir adjudicateur des différentes formules de remises accessibles en fonction des prestations utilisées.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

En outre, si le titulaire du marché ne répercute pas la baisse des produits proposés ou s'il applique une hausse de ses tarifs supérieure à celle opérée à l'ensemble de sa clientèle, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Clause de préavis

Il appartient au titulaire sous peine de forclusion, de notifier en détail, à l'organisme UGECAM PACAC (par lettre recommandée avec AR) son nouveau barème de facturation en appliquant l'ajustement des prix aux tarifs règlementaires, et en respectant un préavis d'un mois.

Article 10 - AVANCE

Le montant de l'avance et ses conditions de mise en œuvre sont déterminés par application des articles R 2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulés ci-après, sera effectué suivant **l'option A de l'article 11.1 du CCAG FCS**: « lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

Sauf stipulations contraires dans les documents particuliers du marché, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. »

Cette avance est égale à 5% (sauf dispositions précitées applicables aux PME) du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Article 11 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et 12 du Code de la commande Publique.

Le taux de début du remboursement de l'avance est fixé à 65,00%.

Article 12 – ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Article 13 – PAIEMENT & ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

13-1-Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

13-2-Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue.

Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.



En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire doit transmettre des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'applique également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le **vecteur exclusif** de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UGECAM Paca Corse informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Paca Corse informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro sur l'un des SIRET suivant en fonction de l'émetteur de la commande :

Nom de l'Etablissement	Adresse	Ville	Code Postal	N° SIRET
SIEGE	42 Boulevard de la Gaye BP 84	Marseille	13009	43017105800372
IUR VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800398
LE MYLORD	30 rond point de l'amitié	Carpentras	84200	43017105800299
IME de Collobrières	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS LA Source à Pignans	Grand Rue	Pignans	83790	43017105800067
FAM les Châtaigniers	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042

MAS Les Collines	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS de BASTIA	Route d'Agliani	Bastia	20200	43017105800430
CMRA Briançon	2 avenue Adrien Daurelle	Briançon	05105	43017105800406
CPO RHONE AZUR	2 avenue Georges Pompidou	Briançon	05105	43017105800182
CM LE COUSSON	Route de Nice	Digne	04000	43017105800166
CENTRE HELIO MARIN	BP 169	Vallauris	06223	43017105800109
Structures de La Gaude	Route de Saint Laurent du Var Le Plan du bois	La Gaude	06610	43017105800158
Structures de Vence	1028 Chemin de Vosgelade	Vence	06140	43017105800125
Structures de Villeneuve Loubet	Chemin des Hautes Ginestières	Villeneuve Loubet	06270	43017105800117
CMRA Gap	Lieu dit "les Aurouzes" Chemin des peupliers	Gap	05000	43017105800273
SAMSAH VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800380
CSSR VALMANTE HOP EUROPEE	3 rue Melchior Guinot CS 20369	Marseille	13003	43017105800265

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera les établissements de l'Ugecam Paca Corse en tant que destinataire de la facture : xxxxxxxxxxxxxxxxx
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure: SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE dont la structure est « CL xxxxxxxx du jour/mois/année (x=chiffres) »

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas de difficulté, vous pouvez contacter :

wal.grp-facturation.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Ou le 04 92 02 53 24 ou 04 92 02 53 31

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

UGE CAM PACA CORSE Service facturier

Chemin des Hautes Ginestières 06 270 Villeneuve Loubet

13-3-Format des demandes de paiement

Une facture mensuelle sera adressée pour chaque lot **Les factures afférentes au marché seront établies à terme échu en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :**

- le numéro du lot
- les noms, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

13-4-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Article 15 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, voici le barème des pénalités appliquées dans le présent marché :

Chaque fois que l'UGECAM PACA CORSE constatera :

- Un non-respect des délais d'exécution que ce soit dans les prestations forfaitaires ou non forfaitaires,
- Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations.

Le titulaire sera passible d'une pénalité applicable de plein droit **sans** mise en demeure préalable, ni invitation au titulaire de présenter des observations. Un rappel écrit (courriel, fiche incident..) pourra émaner de l'Ugecam Paca Corse, mais il ne conditionne pas l'application des pénalités.

En effet, compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le titulaire des obligations liées au présent contrat, l'Ugecam Paca Corse appliquera les pénalités définies ci-après.

N°	Défauts constatés	Pénalités
1	Non prévenance de l'incapacité de la réalisation d'un transport par le titulaire ou un tiers	100€ par constat

2	Non-exécution du service du fait du transporteur	150€ par constat
3	Rendez-vous médical annulé pour cause de retard dû au fait du transporteur	Non facturation de la prestation, même si elle a été exécutée et pénalité forfaitaire de 70 euros HT pour un VSL et 100 euros HT pour une ambulance
4	Non-respect des règles d'hygiène comme évoqués au cctp	100€ par constat
6	Manquement grave aux règles professionnelles	100€ par constat
7	Non-respect des consignes circulation et de stationnement au sein de l'établissement	100€ par constat
8	Utilisation non autorisée d'équipement ou matériel appartenant à l'UGE CAM	100€ par constat
9	Non présentation ou non actualisation de la liste du personnel qualifié et des véhicules	100€ par constat
10	Non présentation ou non actualisation des modifications relatives au Développement durable	50€ par constat
11	Absence aux réunions	50 € / constat
12	Perte de matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire	Valeur de remplacement du matériel, objet, approvisionnement perdu
13	Non-respect du libre choix laissé au patient ou à sa famille pour les transports qui ne sont pas à la charge financière de l'établissement	300€ par constat

Pour tout autre retard constaté à la bonne exécution, il sera fait application de la pénalité suivante, calculée par application de la formule $P = (V * R) / 300$ dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou mal exécutée, exceptionnellement de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisés, mais non révisés ;

R = nombre de jours de retard ou constat de mauvaise exécution

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

1. Toute heure, jour calendaire ou mois commencés sont comptabilisés. Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessus sont journalières (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur).
2. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT 300 € pour l'ensemble du marché.
3. Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.
Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités sont révisables et cumulables, dans la **limite du plafond de 20%** du montant forfaitaire HT annuel du marché considéré. En cas de dépassement du plafond précité, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le marché aux torts du titulaire.
4. Conformément à la règle jurisprudentielle de la proportionnalité des pénalités au dommage, l'acheteur se réserve la possibilité de modérer exceptionnellement les pénalités applicables.
5. Si l'Ugecam Paca Corse demande l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

En cas de perte de clé(s) remise par l'Ugecam au titulaire pour l'exécution de ses prestations sur un des sites, le titulaire verse à l'Ugecam 3 (trois) fois le coût de remplacement et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes

les serrures concernées, selon l'organigramme de clés existant sur le site.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 16– COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte (article 46.1 du CCAG FCS) :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 43.5.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu (article 46.2 du CCAG FCS). Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Conformément à l'article R2197-16 du Code de la commande publique, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics : Catherine Pietri CCRA de Marseille Tél : 04.84.35.45.54

Mél : catherine.pietri@paca.gouv.fr

Adresse postale : Préfecture de la région Provence Alpes Côte d'Azur
Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)
CCRA de Marseille
Place Félix Baret
CS 80001
13 282 Marseille cedex 06

Si toutefois, le litige persiste après avoir fait recours au comité consultatif, un délai de recours contentieux de deux mois est instauré pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché. Le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de l'acheteur lorsqu'il ne notifie pas sa décision après réception du mémoire en réclamation (article 46.5 du CCAG FCS) pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Article 17 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées par les articles 38 à 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) « Fournitures Courantes et Services », et dans les cas visés par le Code de la Commande Publique.

17-1 Résiliation pour événement liés au marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire (article 40.1 du CCAG FCS).

En complément des motifs mentionnés par l'article 40.2 du CCAG FCS : **en cas d'inexécution par le titulaire d'une quelconque de ses obligations résultant du présent marché, ce dernier pourra être résilié par l'acheteur quinze jours après mise en demeure restée infructueuse, précisant l'inexécution visée ainsi que l'intention de résilier le marché.**

Au regard du contexte inflationniste actuel, le pouvoir adjudicateur prévoit expressément que le marché pourra être résilié sans indemnité si la révision de prix annuelle et/ou hausse de prix exceptionnelle, engendre une modification substantielle des conditions du marché. Le caractère substantiel de la modification est établi au regard des dispositions de l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique. Une négociation entre le titulaire et le Service des Marchés Publics de l'UGEAM PACA et Corse pourra être réalisée avant la décision de résiliation. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché si aucun accord n'est trouvé entre les deux parties. Dans ce cas, un courrier de résiliation sera adressé au titulaire, précisant la date de fin du marché public. La résiliation sera effective dans un délai minimum d'un (1) mois suivant la transmission courrier.

Article 18 – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément de l'article 25 du CCAG FCS, un réexamen des conditions d'exécution est envisagé, lorsque des circonstances imprévisibles affectent significativement les conditions d'exécution du marché sans pour autant faire obstacle à la poursuite des prestations afin que les parties examinent les conséquences, notamment financières de ces circonstances (article 25 du CCAG FCS).

L'Ugecam se réserve la possibilité de réexaminer les conditions financières du marché par utilisation d'une clause d'examen, notamment dans les cas suivants :

- ✓ **conformément aux dispositions de l'article 9.3 « modalités de variation des prix »**, l'acheteur recourt à une négociation avec le titulaire, afin de procéder à une étude annuelle de valorisation ou dévalorisation de ses prix, dans les conditions fixées par l'article précité.
- ✓ **Par ailleurs, l'UGEAM PACAC CORSE se réserve possibilité de réexaminer les conditions financières**, notamment dans les cas suivants :
 - en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de la convention ou à son équilibre financier,
 - en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
 - si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit à l'acheteur], entraînent des variations de charges ou la création

de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature de la présente convention.

Les conditions financières de la présente convention seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service, à la présente convention.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service mentionné à l'article 23.1 fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires décidés par l'acheteur sont alors utilisés pour le règlement des acomptes dans l'attente de la fixation des prix définitifs (article 23.3 du CCAG FCS).

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service, lorsque ce dernier n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière (article 23.4 du CCAG FCS).

Ainsi, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévues au marché, l'Ugecam Paca Corse détermine, par ordre de service simple, les nouvelles prestations qu'elle escompte ajouter. Le rajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché et inséré dans une des familles du Bordereau des Prix
- prix ne dépassant pas le prix le plus élevé de la famille
- prix n'impactant pas de plus de 5% le montant du marché : l'activation sera réalisée par ordre de service
- si le prix impacte de plus de 5% le montant du marché : un avenant sera réalisé.

En tout état de cause, le réexamen n'a pas pour objet de palier une mauvaise compréhension du titulaire des prestations à effectuer au titre du présent marché.

Article 19- CONFIDENTIALITE

L'article 5 du CCAG FCS est complété comme suit :

22-1-Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles échangées dans le cadre du présent marché et s'engagent à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de l'Ugecam Paca Corse.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de non divulgation.

L'Ugecam Paca Corse pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer le marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'Ugecam Paca Corse s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel, commercial.

Actualisation des règles en matière de traitement des données à caractère personnel (articles 5.1 et 5.2 CCAG FCS)

22-2-Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis par l'Ugecam Paca Corse au titre du présent du marché et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'Ugecam Paca Corse.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du RGPD. Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent du marché ;
- - et en fin de marché à :
 - procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
 - ou à :
 - restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent marché.

A ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'Ugecam Paca Corse se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'Ugecam Paca Corse pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 23 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des travaux d'installation ou de maintenance (article 9 du CCAG FCS)

Article 24 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

24-1 Obligations générales

Le titulaire doit remettre :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

La circulaire 14 févr. 2012, NOR : EFIM1201512C, Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (Article 17.1.1) fait peser, à cet égard, une obligation de vigilance sur le donneur d'ordre.

Cette attestation doit être demandée tous les six mois durant l'exécution du contrat.

Depuis la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (Article 93) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, doit prévoir qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

24-2 Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur (article 6.1 du CCAG FCS) .

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur (article 6.2 du CCAG FCS).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci (article 6.4 du CCAG FCS).

24-3 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur (article 7.1 du CCAG FCS).

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les

modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur (article 7.2 du CCAP FCS).

Article 25 – EVALUATION DE LA PRESTATION

L'Ugecam Paca Corse met en place une évaluation de ces prestataires dans le cadre d'une démarche qualité de sa politique d'achats.

Tout au long de l'exécution du marché, le prestataire est évalué sur le respect de ses engagements définis dans les pièces contractuelles et dans l'offre du prestataire lors de l'attribution du marché.

Il pourra lui être notamment demandé la transmission de ses performances en matière de RSE - Responsabilité Sociétale des Entreprises, sur la base de son engagement contractuel, par la fiche « Engagement Responsabilité Sociétale des Entreprises ».

A la fin de l'exécution de la prestation, l'Ugecam pourra établir un rapport d'évaluation d'exécution de sa prestation basé sur des informations réelles et fiables qu'il notifiera au titulaire. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette notification pour user de son droit de défense. Il fournira à la personne publique toute justification aux faits qui lui sont, le cas échéant, reprochés qu'il jugera utile.

Ce dossier d'évaluation pourra être notamment pris en compte lors de consultations ultérieures lancées par la personne publique, dans le cadre des expériences préalables réalisées par le prestataire pour des prestations similaires au cours des cinq dernières années.

Article 26 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A UNE SITUATION SANITAIRE GRAVE*

**Contexte spécifique lié au COVID ou à toute situation d'une particulière gravité ayant un impact sur le fonctionnement normal des établissements ou services de l'UGECAM PACA Corse*

Les dispositions suivantes complètent l'article 24 du CCAG FCS.

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire est tenu au strict respect des mesures gouvernementales (COVID ou autre) actuelles et futures ainsi que des gestes barrières.

Compte tenu de l'environnement sanitaire dans lequel le personnel du titulaire est tenu à évoluer, un respect parfait des mesures barrières (masque, désinfection des mains, distanciation sociale ...) et autres mesures sanitaires obligatoires, est exigé. Le non-respect de la présente disposition entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

En outre l'acheteur se réserve le droit, sans qu'il ne soit possible au titulaire de demander des indemnités ou un quelconque dédommagement, de refuser l'entrée ou de congédier un personnel du titulaire de manière définitive en l'absence de masque ou de respect des mesures de prévention (COVID-19 ou autre) et des gestes barrières.

Au surplus si le prestataire intervient dans un contexte sanitaire grave (COVID-19 ou autre) et qu'il se déplace avec du matériel, alors le titulaire est tenu de désinfecter lesdits matériels après installation afin de prévenir tout risque de contamination.

Le contexte du COVID-19 ou de toute autre pandémie peut également amené à rendre l'exécution des dispositions contractuelles difficiles :

- ✓ Le titulaire s'engage à mettre tout moyen en œuvre afin d'assurer la continuité du service et l'exécution de ses obligations contractuelles dans la mesure où c'est également le souhait de l'établissement ou du service de l'UGECAM.

- ✓ Le titulaire informe sans délai et par écrit l'acheteur dès qu'il a connaissance d'une difficulté résultant des mesures gouvernementales relatives à la pandémie (au COVID-19 ou autre) pouvant amener à rendre l'exécution contractuelle difficile.
- ✓ A la suite de cette information, une réunion d'urgence entre l'acheteur et un représentant du titulaire habilité à l'engager est organisée afin d'exposer les contraintes de chacun et de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties. Cette solution est actée par la voie d'un avenant au contrat.
- ✓ Les réunions d'urgence pourront se tenir à distance (visioconférence ou par téléphone) si le contexte ne permet pas une rencontre physique.

Ces dispositions concernent la période sanitaire actuelle comme toute autre situation sanitaire nationale plaçant les établissements, services de l'UGECAM et les entreprises titulaires, dans un contexte rendant l'exécution des prestations difficile voire impossible.

Deux situations sont donc à envisager :

- Les deux parties sont en mesure de maintenir la prestation dans des conditions normales ou aménagées. Dans ce cas, si les deux parties en sont d'accord, la prestation peut être maintenue.

- Une seule des parties est en mesure de réaliser la prestation.

Dans ce cas, l'autre partie doit être avertie au plus tôt de cette incapacité d'exécution du marché et les parties conviennent d'une suspension, d'un report ou d'une annulation des prestations. Les mesures indemnitaires du Prestataire se feront dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique des mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Si la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais (article 24.1 du CCAG FCS).

Dans un délai adapté aux circonstances et **qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations**, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG PI, portant sur le règlement des différends entre les parties.

Article 27 – DEROGATIONS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS dans l'article 2.4 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 13.1.1 et 13.1.2 du CCAG FCS dans les articles 3.1 et 3.2 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS dans l'article 3.2 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS dans l'article 5.8 du présent CCAP
- Dérogation article 27.3 du CCAG FCS dans l'article 8.1 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS dans l'article 16 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 42 du CCAG FCS dans l'article 18.2 du présent CCAP

FICHE D'INCIDENT valant mise en demeure

Site :

Titulaire :

Marché n° :

N° de BC :

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

1	NATURE DE L'INCIDENT	Cochez la case correspondante	Détail(s) du ou des incidents
	Retard dans les délais d'exécution		
	Mauvaise exécution		
	Problème de facturation		
	Non communication des rapports		
	Autres (à détailler)		

2	ACTIONS MENEES	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Remarque verbale au fournisseur		
	Remarque écrite au fournisseur (@...)		
	Autres (à détailler)		

3	TRAITEMENT PAR LE TITULAIRE	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Incident (s) traité(s) rapidement		
	Incident en cours de règlement		
	Incident non réglé à ce jour = demande en		

urgence d'actions correctives		
-------------------------------	--	--

Note interne : partie à ne compléter qu'en cas de souhait de voir appliquer les pénalités			
4	SANCTIONS <i>note interne : à ne compléter qu'en cas de souhait d'appliquer les pénalités</i>	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
Demande d'application des pénalités <i>(complété par le référent en charge du suivi du marché)</i>			Montant des pénalités applicables : <i>(partie complétée par le service marchés publics)</i>
Validation du service marchés publics <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			
Validation du Directeur d'Etablissement <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			

Commentaire (s) complémentaire(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

DESTINATAIRES :

- TITULAIRE
- Directeur d'Etablissement
- Service des marchés publics

Nom et Signature de l'émetteur de la fiche d'incident : Nom :	A, Le Signature :
--	--